

venaient visiter l'Afrique du Sud, y participer à des débats, y donner des spectacles, y échanger des vues.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que les sanctions ont entraîné une accélération du changement. Il est maintenant temps de tourner la page et de s'attaquer aux défis qui se posent à une nouvelle Afrique du Sud.

La situation en Afrique du Sud concerne non seulement les Sud-Africains, mais aussi ses voisins africains et tous les autres pays, qui ont un destin commun lié à l'harmonie entre les races.

Essayez d'imaginer un avenir où la majorité des pays africains sont démocratiques et collaborent au profit de tous les peuples de cet énorme continent. Dans un monde de plus en plus petit, l'Afrique est tout à fait capable de redevenir un continent d'avenir au 21<sup>e</sup> siècle!

L'Afrique du Sud peut devenir une source d'espoir pour l'Afrique et le reste du monde - l'espoir de la réconciliation, du développement et du progrès. Le monde a certainement besoin de nouveaux modèles. Une grande partie des progrès accomplis dans l'établissement de normes universelles en matière de droits de la personne ont malheureusement été suscités par ce que le Canadien John Holmes a appelé la «mobilisation de la honte».

Il reste toutefois bien des raisons d'avoir honte! Le fléau du racisme est loin d'être vaincu. Dans un grand nombre de pays africains, les échecs politiques et économiques catastrophiques qui ont suivi l'ère coloniale ont laissé des millions de personnes dans la misère. Les dirigeants de ces pays ont besoin sans délai de modèles efficaces de stabilité politique et de progrès économique.

À notre avis, il est insensé d'aborder ces divers problèmes séparément. C'est pourquoi la politique étrangère du Canada a été axée jusqu'ici sur la nécessité de réaliser des progrès dans trois domaines de base : le respect des droits de la personne fondamentaux; la mise sur pied d'institutions démocratiques, ce qui comprend des élections libres et un système judiciaire indépendant; l'établissement d'un «bon gouvernement», soit l'administration efficace des ressources publiques et la reconnaissance des besoins des pauvres, des femmes, des minorités et des autres groupes désavantagés.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, le Canada a aidé au processus visant à élargir la définition de la démocratie. Nous ne souhaitons pas promouvoir notre système constitutionnel ni aucun autre. Chaque État doit trouver sa propre voie vers la liberté. Toutefois, nous sommes d'avis qu'un règlement politique doit être